|  |  |
| --- | --- |
|  | **6 mars 2017**  **CIAEN Ile-de-France**  **Déclaration de la FERC-CGT** |

La CGT est attachée à des lycées à taille humaine, permettant un accompagnement de qualité des lycéens. Malheureusement, dans le PPI, on peut remarquer qu’il y a une volonté de remplir au maximum les lycées existant. De nombreux lycées vont voir leurs capacités augmentées de 400 à 600 élèves. L’augmentation des effectifs n’étant pas accompagné des moyens en personnels vie scolaire, administratif et médico-sociaux, les conditions de travail et d’étude se dégraderont.

Cette volonté de remplir se fait au détriment des élèves. Par exemple, la modification de la sectorisation du bassin d’Arpajon risque d’augmenter les temps de transport des élèves dans le Sud-Essonne. Les élèves des lycées professionnels ont été particulièrement touchés. Comme il n’y a pas de sectorisation géographique des élèves de Seconde Pro, depuis plusieurs années, les sections d’enseignement professionnel sont utilisées comme variable d’ajustement pour faire face à la saturation de certains bassins. Par exemple, à la rentrée 2015, les bacs Pro Gestion Administration de Monge (Savigny) ont été déplacés vers le LPO Yourcenar (Morangis). Dans le PPI, une extension est prévue au lycée Ionesco à Issy est-ce que cela permettra de réintégrer la section qui a été déplacé de force l'an dernier vers le LP de Meudon ?

Le bassin Athis-Mons, Savigny-sur-Orge, Juvisy-sur-Orge est saturé. Il n’y a pas beaucoup de proposition d’extension sur ce secteur, à part la transformation du LP Pierre Mendes-France de Ris-Orangis en LPO. Ce qui entrainera peut-être une resectorisation de Grigny ? Cette évolution risque de renforcer la ségrégation sociale dans le lycée Pierre Mendes-France.

Dans la ville de Bagneux , il n'y a qu'un LP actuellement. La construction d’un LGT est nécessaire pour soulager Genevoix (Montrouge). Mais il faut que ce soit en plus du LP et pas pour le supprimer en l'intégrant dans le nouveau lycée

De même, le secteur de St-Denis est particulièrement saturé. Sur la situation de l'Enna **de St Denis,** le rectorat évoque un projet de construction d'un nouveau lycée sur le secteur. Ce nouveau lycée devrait accueillir les élèves et les personnels de l'Enna. Si oui, il y aura très vite un problème de tension au niveau des effectifs, si le seul projet d'ouverture de lycée permet de fermer un autre lycée.

Effectivement, beaucoup de lycées sont vétustes. Comme le PPI le signale, la maintenance courante est cruciale pour la vie de l’EPLE. On ne peut qu’adhérer à la déclaration de principe sur l’amélioration de la maintenance, mais est-ce qu’il y aura les embauches de personnels titulaires pour assurer cette maintenance. Certains établissements méritent plus que des « opérations ciblées » et des « opérations toits et façades », les lycées LP Adrienne BOLLAND à Poissy et Delacroix à Drancy. Où en est la rénovation de Marcel Cachin (St-Ouen) ? Au lycée Chérioux de Vitry-sur-Seine, un plan de rénovation a été communiqué aux personnel en mai 2016, pourtant il n’apparait pas dans la liste des opérations programmées…

Le financement de ce PPI va se faire en partie par des ventes de patrimoine. L’annonce de la recherche de valorisation foncière et donc financière, nous inquiète sur le devenir de certains établissements. Par exemple, l’EREA d’Ollainville, dont le patrimoine foncier est signalé dans le PPI. Nous aimerions avoir des garanties sur le devenir de cet établissement.

Un sujet est laissé dans l’ombre, dans ses discours, la Région n’écarte pas l’idée de faire mener les rénovations en partenariat public-privé. Il y a là une menace de privatisation, un cout plus élevé sur le long terme et une dégradation du service. L’hôpital Sud Francilien dans l’Essonne est un exemple parfait de l’échec de ces PPP.